

Questions orales

Encore une fois, j'espère que nos collègues socialistes lisent le *Globe and Mail*. Ils vont peut-être arrêter de fulminer et se renseigner davantage au sujet de la collectivité minière.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA COMMISSION BÉLANGER-CAMPEAU

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Aux petites heures ce matin, les membres de la Commission Bélanger-Campeau du Québec ont tenu un vote qui pourrait annoncer la disparition du Canada.

Au moment où un vrai chef devrait avoir le courage de ses opinions, le premier ministre et son parti se sont abstenus de voter.

Pourquoi le premier ministre refuse-t-il d'exprimer sa position en faveur du Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, comme je me sens l'âme charitable, je dirai que ma collègue, le chef suppléant de l'opposition, n'a, comme d'habitude, que partiellement raison.

Aux petites heures ce matin, les membres de la Commission Bélanger-Campeau n'ont pas tenu qu'un seul vote, mais de nombreux votes, y compris un vote sur la motion-clé qui demandait aux membres de reconnaître que la souveraineté est la solution que préfèrent les Québécois. Le député représentant notre gouvernement, M. Hogue, ainsi qu'un député du parti de ma collègue, ont fermement voté contre cette présomption.

En ce qui concerne les conséquences de ces votes, comme il nous est apparu que cette proposition pourrait être appuyée par une forte proportion de la population et constituer le fondement de la position de négociation qu'adoptera le gouvernement du Québec, nous avons cru qu'il serait approprié que M. Hogue, qui, à titre d'unique représentant du gouvernement fédéral à cette commission, pourrait être appelé à entamer les négociations avec cette province au moment opportun, ne se prononce d'aucune façon sur la position de négociation du Québec.

Des voix: Sa position de négociation?

M. Mulroney: Oui, sa position de négociation, exactement, la position établie par le gouvernement du Québec.

Fait intéressant à noter, la semaine dernière, le chef suppléant de l'opposition est intervenue pour demander à tous les partis à la Chambre de dépolitiser la question de l'unité nationale et voilà qu'aujourd'hui elle tente, à tort et par pure malice, de politiser un sujet qui devrait être dépolitisé.

[Français]

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, l'échéancier retenu par la majorité de la Commission Bélanger-Campeau pour donner une dernière chance au Canada est beaucoup plus étroit. C'est pour cela que nous n'avons pu appuyer le rapport.

Mais il y a un point sur lequel tout le monde est d'accord, c'est que le *statu quo* ne fonctionne plus. On a besoin d'un changement en profondeur pour assurer la survie du Canada.

Compte tenu de l'échéancier serré auquel nous faisons face, qu'on le veuille ou non, quand le premier ministre va-t-il démontrer un leadership national et dévoiler son propre échéancier pour permettre de trouver un consensus sur les réformes nécessaires pour un nouveau Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Effectivement, monsieur le Président, mon amie a tout à fait raison. Le *statu quo* n'est plus satisfaisant; il ne l'était pas depuis le rapatriement de la Constitution, en 1981-1982. Des changements en profondeur étaient exigés et on s'est entendu sur des changements quand même modestes dans l'Accord du lac Meech, qui a été appuyé d'ailleurs, par mon amie.

Mais malgré ces changements modestes que le Parti libéral a endossés, de même que le Parti néo-démocrate, un premier ministre a refusé de les faire entériner par un vote à l'Assemblée législative de sa province, soit le premier ministre de Terre-Neuve.

Toutefois, il n'en reste pas moins que des changements en profondeur s'imposent et c'est ce que j'ai précisé dans un discours à Buckingham. D'ailleurs, c'est une des raisons pour lesquelles nous avons la Commission Spicer, une des raisons pour lesquelles nous avons nommé également le Comité mixte spécial Edwards-Beaudoin et c'est une des raisons également pour lesquelles le leader du gouvernement en Chambre, la semaine dernière, a donné un préavis aux députés que nous allions les impliquer davantage dans un processus parlementaire, lequel paraît justement des réformes pour le Canada.

• (1420)

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, le premier ministre m'accuse de faire de la politocaille. Mais je lui dis que s'il y a une personne à la Chambre qui fait actuellement de la politocaille, c'est bien celui que je vois en face. Lorsque vient le temps de prendre une décision critique sur une question aussi fondamentale que le Canada, les gens comprennent un